

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 18/02/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARGILL FRANCE SAS

ZI Portuaire - Terminal Agro-alimentaire
Quai n 2
44550 Montoir-De-Bretagne

Références : N2-2026-0127
Code AIOT : 0006300931

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement CARGILL FRANCE SAS implanté ZI Portuaire - Terminal Agro-alimentaire Quai n° 2 44550 Montoir-de-Bretagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARGILL FRANCE SAS
- ZI Portuaire - Terminal Agro-alimentaire Quai n° 2 44550 Montoir-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006300931
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CARGILL exploite des installations de stockage de céréales (colza et tourteau) et de fabrication d'huile végétale dans la zone portuaire de Montoir-de Bretagne.

Thèmes de l'inspection :

- Suites de la précédente visite
- Silos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défense incendie – atelier extraction	Arrêté Préfectoral du 28/12/2007, article Art 30.1.4	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Silos verticaux - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
3	Perte d'hexane	AP Complémentaire du 14/06/2018, article Article 7	Sans objet
5	Silos verticaux - Relais et antennes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9	Sans objet
6	Silos verticaux - Découplage et événements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10	Sans objet
7	Silos verticaux - Défense incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10	Sans objet
8	Silos verticaux - Empoussièrement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 13	Sans objet
9	Silos verticaux - Dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur les suites de la précédente inspection et sur les silos verticaux.

Suite au déclenchement intempestif de la défense incendie de l'atelier extraction, les opérations de nettoyage ont été achevées. Le mélange eau+émulseur a été traité en tant que déchet. Ce déchet a été caractérisé. Trois campagnes d'analyses des PFAS dans le rejet des eaux industrielles ont été réalisées. Trois campagnes seront réalisées dans le rejet des eaux pluviales. **L'exploitant doit être vigilant à l'exhaustivité des analyses (toutes les molécules retrouvées dans le mélange eau + émulseur doivent être recherchées).**

L'atelier extraction est actuellement protégé par un déluge d'eau. Cette situation n'est pas conforme. En cas de besoin, l'émulseur nécessaire serait fourni par le SDIS. Une étude est en cours pour déterminer le futur agent d'extinction : eau uniquement, ou mélange eau + émulseur non-fluoré. **L'exploitant doit avancer rapidement sur ce sujet.**

Les émissions d'hexane sont conformes.

Concernant les silos verticaux, l'exploitant doit fournir l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004. Les autres points contrôlés sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS
Prescription contrôlée : <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none">- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.
Constats : <p>Ce constat fait suite au point de contrôle n°7 de l'inspection du 26/02/2025. L'exploitant y a répondu convenablement. Des résultats complémentaires sont attendus avant de solder ce point de contrôle.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'analyse caractérisant le mélange eau + émulseur (rapport d'analyse 1503127 - 581656 25SOT010058 établi par AGROLAB, rapport d'analyse N° : GIV-R-25-007819 établi par SUEZ). Les molécules PFAS présentes dans l'émulseur (Viking AFFF – rapport d'analyse du 22/07/2025) ont bien été recherchées.</p> <p>Le bassin de rétention a été curé et nettoyé en mars 2025. Les effluents ont été traités par SOTREMO. Les boues ont été traitées par SOREDI.</p> <p>Le réseau sprinkler a été rincé 3 fois en mars, juin et juillet 2025. Les eaux ont été récupérées et traitées par SOTREMO. Les eaux de rinçage ont été caractérisées (rapport d'analyse AR-25-FP-025337-01 établi par Eurofins).</p> <p>À l'issue de ces rinçages, 3 campagnes d'analyses des PFAS en sortie de STEP ont été réalisées en novembre et décembre 2025, puis janvier 2026. Seuls les résultats de la première campagne sont disponibles au jour de la visite (rapport d'analyse AR-25-FP-044338-01 établi par Eurofins). 28 molécules de l'AM du 20/06/2023 ont été analysées. Tous les résultats sont en dessous de la limite de quantification. L'indice AOF est de 3,1 microgrammes par litre. La molécule 6:2FTS, détectée dans l'émulseur, a été recherchée dans un second temps à la demande de l'exploitant. Le résultat sera transmis ultérieurement.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser 3 campagnes d'analyses de PFAS dans le rejet des eaux pluviales.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les résultats des campagnes d'analyses de novembre et décembre 2025 sur le rejet des eaux industrielles, en s'assurant que toutes les molécules présentes dans l'émulseur Viking AFFF ont été recherchées, y compris le 6.2 FTAB et 6.2 FTSA.

Réaliser les prélèvements puis transmettre les résultats d'analyses des PFAS dans les rejets des eaux de pluie (3 campagnes), en s'assurant que toutes les molécules présentes dans l'émulseur Viking AFFF ont été recherchées y compris le 6.2 FTAB et 6.2 FTSA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense incendie – atelier extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2007, article Art 30.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble de l'atelier préparation et du local incendie est protégé du risque incendie par un système de sprinklage localisé. Le bâtiment d'extraction est protégé du risque incendie par un système d'extinction automatique de type "déluge" par mélange eau plus émulseur.

Constats :

Ce constat fait suite au point de contrôle n°8 de l'inspection du 26/02/2025. L'exploitant a engagé des actions afin d'y répondre et a pu justifier ces actions. La situation reste non-conforme.

L'exploitant explique qu'une étude comparative de deux options possibles est actuellement menée par l'INERIS afin de modifier la défense incendie de l'atelier extraction : défense incendie avec émulseur non fluoré ou sans émulseur. Les résultats sont annoncés pour mi février (étape 1 et 2) et mi-mars (étape 3) 2026. L'exploitant a transmis un mail de l'INERIS du 28/01/2026 s'engageant sur ces délais. Ensuite, une décision sera prise. Selon l'option retenue, des travaux seront nécessaires. L'exploitant explique qu'il a demandé, par anticipation, des devis pour leur réalisation et du budget nécessaire. Afin de le justifier, l'exploitant a transmis un devis de Johnson Controls pour le remplacement des buses, les modifications hydrauliques associées et la création de 2 postes déluge pour l'option de défense incendie avec émulseur non fluoré. Ce devis est daté du 18/07/2025. Il a transmis un autre devis de Johnson Controls du 24/03/2025 pour des travaux de modification du réseau hydraulique si l'option de défense à l'eau uniquement est retenue.

Dans cette attente, l'atelier extraction reste protégé par un déluge d'eau. Le SDIS est informé de cette situation. Le SDIS a prévu une réserve d'émulseur en cas de besoin en intervention. Le SDIS a cependant signalé à l'inspection des installations classées qu'il s'agissait d'une situation dégradée par rapport à la protection attendue.

Cette situation est non-conforme à la prescription qui impose une protection par un mélange eau + émulseur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les résultats de l'étude INERIS et indiquer la solution retenue dans un délai rapide.

Transmettre les bons de commandes pour la réalisation des travaux et leur planning de réalisation.

Si le déluge sans émulseur est retenu, porter à la connaissance du préfet les modifications apportées et la démonstration qu'une solution à l'eau est efficace et suffisante. Les impacts de cette modification sur l'étude de dangers du site devront être présentés (modification du

phénomène dangereux en cas de fuite d'hexane dans l'atelier ? présentation de nouvelles mesures de maîtrise des risques ?).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Perte d'hexane

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article Article 7

Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit limiter en toute circonstance ses émissions totales (émissions canalisées et diffuses) de solvant à un flux de 0,6 kg d'hexane émis par tonne de graine triturée.

La consommation d'hexane ne doit pas dépasser 600 tonnes par an.

Constats :

En 2025, les émissions d'hexanes ont été de 0,28 kg/t de graine triturée. La valeur limite est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Silos verticaux - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis avant l'inspection le rapport de contrôle sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds réalisé le 02/09/2025 par l'APAVE (N° de rapport : 135018172-001-1). L'avis de l'organisme est satisfaisant. Aucune action n'est à mettre en place.

Le contrôle de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 est programmé en janvier et février 2026. Il sera réalisé par l'APAVE. L'exploitant explique que ce contrôle n'a pas été réalisé ces dernières années. Il s'agit

d'une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Transmettre l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Silos verticaux - Relais et antennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée :
Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.
Constats :
L'exploitant déclare qu'il n'y a aucun relai ni aucune antenne sur les toits des silos. Lors de la visite terrain, aucun relai ni aucune antenne n'a été observé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Silos verticaux - Découplage et événements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée :
L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances (...) ces mesures de protection consistent : - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; - et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.
Constats :
Il y a 3 silos métalliques (graines) et 3 silos bétons (tourteaux) verticaux. Aucune non-conformité n'a été relevée. L'exploitant explique que le besoin en découplage est très limité en raison de la conception des

silos verticaux.

La galerie sous-cellules des silos béton est ouverte constamment vers l'extérieur. Elle communique avec les silos par des trappes de soutirage assurant le découplage. Il n'y a pas de galerie sur-cellules. Il n'y a pas de tour de manutention fermée. Les dispositifs de manutention (convoyeurs ou élévateurs à bandes, godet ou chaîne) sont totalement fermés.

La configuration est identique pour les silos métalliques.

Les silos métalliques sont équipés de parois soufflables. Les silos béton sont équipés de toitures fragiles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Silos verticaux - Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 10

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

le plan des installations avec indication :

- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;

et le cas échéant :

- la procédure d'inertage ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "

Constats :

Aucune non-conformité n'a été relevée.

L'exploitant a transmis :

- le rapport de vérification périodique des extincteurs et RIA (Desautel - 7/11/2025). Aucune observation ne concerne les silos,
- la fiche de vérification annuelle de poteaux incendie (Desautel - 3/09/2025). 7 PI ont été

- contrôlés. Les débits sont satisfaisants. Il manque un bouchon sur 3 PI (DN65),
- les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence dans les silos (comprenant le cas d'auto-échauffement, et contenant le plan des phénomènes dangereux),
- son POI,
- son plan de masse indiquant les moyens de lutte contre l'incendie.

La procédure d'inertage des silos béton est annexée au POI.

Le site dispose d'un PER.

La répartition régulière des dispositifs de défense contre l'incendie a été constatée dans les silos.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Silos verticaux - Empoussierement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 13

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Aucune non-conformité n'a été relevée.

Le nettoyage des galeries sous-cellules est assuré par une société de nettoyage. L'exploitant indique qu'un registre papier est en place. Il n'a pas été consulté pendant cette visite.

Le reste du nettoyage est assuré par du personnel Cargill. Un gestionnaire de tâches numérisé est en place pour programmer et enregistrer les opérations de nettoyage. Il est établi par la responsable logistique. Il a été consulté pendant cette visite.

Sur site, il a été constaté un niveau de propreté satisfaisant dans les silos.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Silos verticaux - Dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Article 15

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Constats :

Aucune non-conformité n'a été relevée.

Les dispositifs de transport des produits (convoyeurs et élévateurs) dans les silos verticaux sont totalement fermés de façon hermétique. Aucune émission de poussière n'est possible.

Les silos verticaux ont été conçus sans système de dépoussiérage.

Type de suites proposées : Sans suite

